

## Fausses informations et discours de haine en ligne : quelle réponse de l'Union européenne ?

À l'heure où près de la moitié des citoyens européens disent s'informer via les réseaux sociaux, six articles sur dix diffusés en ligne n'ont pas été lus par l'internaute qui les a partagés. Si le phénomène des fausses informations n'est pas nouveau, il se retrouve de plus en plus au cœur du débat public. Mercredi 5 avril, les députés réunis en session plénière à Strasbourg ont débattu des manières de lutter à l'échelle européenne contre la désinformation et les discours de haine.

### Le développement des « fake news »

Les fausses informations désignent des canulars ou des messages de désinformation délibérément diffusés, pour la plupart sur les réseaux sociaux ou par le biais de sites satiriques.

Les « fake news » se développent dans un contexte où Internet est devenu une source privilégiée d'information, où l'actualité est couverte en temps réel et où chacun peut contribuer à la diffusion de nouveaux contenus. Ainsi, les internautes sont souvent tentés de diffuser rapidement des informations non-vérfiées ou sans contexte.

On peut distinguer les contenus « piège à clics », qui visent à attirer les internautes et à générer du trafic, de la désinformation, stratégie politique ou non qui vise à manipuler l'opinion d'une personne.

Les fausses informations ont particulièrement fait parler d'elles lors de la dernière campagne électorale américaine. Elles sont à rattacher au phénomène plus vaste de l'ère de la post-vérité, désigné mot de l'année 2016 par Oxford, où les faits faisant appel aux émotions ou aux croyances ont un plus grand impact que les faits objectifs.

### Autorégulation ou cadre légal ?

Au cours du débat en plénière du 5 avril, les députés se sont montrés divisés sur la manière de contrer les fausses informations et les discours de haine. Alors que certains ont plaidé pour une autorégulation, d'autres sont plutôt favorables à l'introduction d'un cadre légal. Certains députés ont au contraire fermement critiqué toute tentative de contrôler les contenus sur Internet.

« La censure n'est pas la solution lorsque l'on tente de faire respecter l'état de droit en ligne », a expliqué la députée libérale néerlandaise **Marietje Schaake**. « Je ne suis pas rassurée de savoir la Silicon Valley ou Mark Zuckerberg devenir de facto les maîtres de nos réalités ou de nos vérités », a-t-elle ajouté.

« Qui décide au juste de ce qu'est un discours de haine ? », s'est interrogé le député conservateur britannique **Andrew Lewer**. « Se lancer dans une guerre contre les discours de haine semble louable, mais on peut très vite tomber dans la censure si l'on n'y prend pas garde », a-t-il averti.

**Tanja Fajon**, députée démocrate socialiste slovène, a salué la publication par la Commission européenne d'un [code de conduite contre les discours de haine en ligne](#) tout en plaidant également pour la mise en place d'instruments légaux.

« Ce code de conduite est une étape importante, mais des mesures volontaires ne suffisent pas », a ajouté **Josef Weidenholzer**, député démocrate socialiste autrichien.

« Il n'y a pas de faits alternatifs, seulement des faits », a déclaré la députée démocrate-chrétienne allemande **Monika Hohlmeier**. « Il est essentiel de prendre des mesures juridiques à l'échelle européenne pour répondre efficacement à ce phénomène. »

Pour **Martina Michels**, députée allemande du groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique, il serait naïf de croire que les fausses informations disparaîtront avec la mise en place d'un cadre légal. « Les véritables causes du populisme ou des discours de haine proviennent de la société elle-même. C'est donc l'état de la société que nous devons changer », a-t-elle expliqué.

La députée allemande **Julia Reda**, du groupe des Verts / Alliance Libre européenne, s'est également montrée sceptique face à la mise en place d'une législation. « Aucune technologie n'est en mesure de juger si nous sommes face à un discours de haine ou non. En s'appuyant uniquement sur des moyens techniques, nous n'aidons pas les victimes et risquons de museler la liberté d'expression », a-t-elle averti.

### En savoir plus

[Revoir le débat en plénière](#)

[Communiqué de presse \(en anglais\)](#)

[Résolution du Parlement sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle](#)

[Propagande étrangère : « Un prolongement des outils utilisés pendant la Guerre froide »](#)

[Code de conduite de la Commission européenne \(en anglais\)](#)

### Informations de fond

[Démasker une fausse information \(en anglais\)](#)

[Fausses informations et approche européenne \(en anglais\)](#)



<https://www.europartv.europa.eu/en/programme/society/fake-news-and-hate-speech-how-to-fight-the-war-online>